

Depuis 45 ans, la caste a
livré le pays aux fascistes
et aux délinquants

POUR ÉVITER DE NOUVEAUX
MERAH, IL FAUT ENCORE
PLUS D'IMMIGRATION
ET PLUS D'ISLAM !



Il y a un blème. Pas le veuf blème inconsolé de Gérard de Nerval ni le petit blème crémeux du matin, je cause du vrai blème qui conditionne l'existence.

Si on veut rester léger, c'est comme le scotch du capitaine Haddock dont on ne sait plus comment se défaire, on a beau agiter les paluches, se tourner les pouces, donner la main, faire des pieds avec lesdites mains, s'en laver façon Ponce-Pilate, le cauchemar continue.

Faites un sondage dans votre entourage professionnel, personnel, au hasard dans la rue un micro-trottoir.

Macron et sa bande sont passés en 2017 car en face il n'y avait pas de projet économique et financier crédible.

On sait maintenant que le produit LREM, que les organes marketing de la propagande ont vendu aux Français, était largement faisandé, cela se vérifie de jour en jour.

Je rigole à chaque instant des syndicalistes qui faisaient le tour des bureaux, des usines et des plateaux TV pour appeler à voter contre Marine.

Croyant éviter à leurs adhérents le choléra, ils se trouvent maintenant confrontés à une sévère épidémie de peste.

Mais il n'empêche, ce que j'identifie au plafond de verre, c'est le programme économique, et il va falloir agir grave pour devenir crédible si le RN veut prendre le poste de premier de cordée sur le pédalo France pour bien godiller demain sur l'Atlantique.

C'est l'empêchement premier car pour tout le reste, les Français sont d'accord :

La caste politique au pouvoir depuis 45 ans a ruiné le pays.

Ces malandrins ont menti aux Français en affichant une filiation avec le Général alors qu'ils ont poignardé sa pensée : de Gaulle a toujours été conscient que s'endetter, c'est se mettre entre les mains des créanciers, c'est abandonner sa souveraineté.

Or les voyous de la classe politique française ont endetté le pays par le recours à l'emprunt sur les marchés financiers internationaux au lieu d'un endettement interne par la banque de France réservé aux Français. Le Japon est endetté à 250 % de son PIB mais la dette est détenue par les Japonais, le Monde pouvait titrer le 11 mars 2017 « *l'endettement à 250 %, souci mineur du Japon* » nonobstant le titre alarmiste des Echos du 1/8/2018 alors que le taux d'intérêt variait de... 0,1 % et que la banque centrale japonaise peut acheter de la dette au contraire de la Banque de France.

De plus, ils ont abandonné pour les emprunts de plus de 7 ans la variabilité des taux aux lois du marché sans limite. Comment voulez-vous gérer un pays si vous ne maîtrisez pas les taux qui conditionnent le service annuel de la dette chargé de régler les intérêts liés au principal ?

Enfin le taux d'intérêt est indexé sur la confiance qu'accorde le créancier au débiteur.

Si la maison France avait dans son bilan des postes d'actif immobilisés, d'une valeur approchant la valeur des postes de dette au passif, les taux d'intérêt resteraient encore mesurés. Or depuis 45 ans, la caste politique a complètement consumé les postes d'actif du pays en bradant les participations dans les sociétés, les autoroutes, actuellement les aéroports, bientôt la française des jeux, bijou de rentabilité.

La France ne dépense plus pour investir, elle emprunte pour ses dépenses de fonctionnement, et encore, elle dépense mal, et c'est bien pour cela que cela fonctionne de plus en plus mal.

Bref, les politiciens ont brûlé les richesses du pays par les deux bouts, en bradant les actifs, en inscrivant au-delà du raisonnable du passif, mais lesdits politiciens sont conscients du mal qu'ils ont fait au pays : les Français

doivent savoir que la loi Sapin II a déjà prévu la limitation ou le report du retrait des avoirs en assurance-vie du citoyen en cas de coup dur.

Le constat de cette seule faillite, complété d'un projet économique et financier de redressement du pays alternatif viable, suffirait à remporter toutes les élections à venir.

La caste politique au pouvoir depuis 45 ans a livré le pays aux délinquants et au fascisme.

Car les Français le voient tous les jours maintenant, la propagandasteffel autorisée ne peut plus rien cacher du désastre social du mal vivre ensemble puisqu'ils sont des millions à le subir.

Tous les éditorialistes du Monde, de Libération, du Point et autres féaux du pouvoir n'y peuvent plus rien pour taire la réalité qui voit des musulmans main droite égorger des jeunes filles sur les quais de gare, des musulmans main gauche assassiner des prêtres dans les églises, des musulmans plein centre écraser des centaines de gens heureux sur les promenades des Anglais d'Europe à Nice, Barcelone, Londres, etc..

Ils ne peuvent même plus se taire, ces éditorialistes, puisqu'ils sont eux-mêmes touchés directement maintenant, quand on voit les kiosques à journaux de France attaqués par des bandes de musulmans qui voulaient faire retirer de la vente l'hebdomadaire « Le Point » justement pour un article sur Erdogan.

Moi je vous le dis tout net, on n'a décidément plus le droit de boudier son plaisir de goûter au pinard du verre à moitié plein : le musulman, à force de se rendre intolérable car intolérant, est le meilleur agent de recrutement du Rassemblement national, et on ne peut que l'inviter à poursuivre dans sa voie de la discrimination du reste de la population qui va finir par comprendre ce qu'il est

réellement.

Ce sont en effet maintenant tous les services d'urgence, pompiers, médecins, à l'hôpital, dans la police, la pénitenciaire et plus généralement tous les agents des services publics qui commencent à se frotter au vrai visage de l'Islam.

Si les hiérarchies administratives restent toujours à la botte du discours autorisé, il n'empêche que 3 millions de fonctionnaires qui témoigneraient dans leur entourage de leur expérience de l'impossible vivre-ensemble au contact du musulman suffiraient à faire basculer l'opinion.

Car les Français ne sont pas dupes des éditoriaux des Lucien Rebatet de la propagande gouvernementale écrite ou télévisuelle : on a beau dire à un citoyen qui vient de se faire agresser ou quelqu'un de proche qu'il s'agit plus d'une impression d'insécurité que d'une insécurité réelle, les points de suture tirent toujours un peu la couenne, et la douleur persiste jusqu'à l'isoloir.

Quand on voit des bus entiers pris d'assaut par des B.O.I. (pour bandes d'origine indéterminée), des magasins entiers pillés, des écoles entières quadrillées par ces B.O.I. qui mordent les doigts des profs gauchistes qui essaient en vain de les caresser dans le sens du poil sans comprendre qu'il y a des irrécupérables dans ce pays, on comprend tout de suite que le pouvoir a changé de camp et que la classe politique a démissionné, agrégée seulement à ses débats picrocholins sur les détails du prélèvement à la source.

Comme si ce mode de prélèvement avait plus d'importance pour le citoyen que le couteau qu'il a tous les jours sous la gorge dans sa banlieue, sur son quai de RER, de gare, sur son trottoir, dans son supermarché.

D'ailleurs ces mêmes Lucien Rebatet en sont tenus à relayer les appels au secours des maires immigrationnistes, comme ceux

de Lille ou de Grenoble, qui commencent à vivre pleinement les conséquences de leur politique : voilà-t'y pas que des maires de gauche et de l'écologie, adorateurs de la mixité, implorent la police de venir faire le ménage dans leur ville-cloaque.

Mais c'est parfait, on frise l'excellence puisqu'ils donnent ainsi raison à la fachosphère, comme ils disent, il n'y a plus d'autorité dans le pays, Piolle et Aubry agents recruteurs du Rassemblement national : champagne ! Ils viennent d'avouer leur totale impuissance et inconséquence et s'approprient le discours sécuritaire de Marine, les temps sont mûrs pour que cette dernière leur envoie une carte d'adhérent pré-imprimée.

Si je résume donc, tout le monde, directement ou indirectement, en vient à recruter maintenant pour le Rassemblement national.

Normal, ils sont obligés de suivre puisque les patriotes ont recruté la réalité.

Il ne reste plus qu'un blème à résoudre : un programme économique et financier crédible pour finaliser dans les urnes.

J'ai bien quelques pistes iconoclastes à proposer pour redresser les finances du pays sans nécessairement augmenter les prélèvements pour les non-musulmans, mais ça va faire hurler, d'autant que je propose de modifier plus que sensiblement l'échelle des peines pénales et de les faire exécuter jusqu'au bout.

Car il n'y a pas de secret, la force d'une nation réside dans son homogénéité, Sparte et Athènes l'avaient déjà compris, qui en infériorité numérique ont quand même vaincu les Perses : les deux cités-États n'hésitaient pas à ostraciser.

C'était une des conditions de leur survie, c'est la situation actuelle du pays en 2018, je pose ici la question de sa survie.

Au travers du temps, les sans-culottes qui couraient à travers champs vers Valmy, mousqueton en main, ne faisaient que répondre aux Athéniens et Spartiates qui traversaient la plaine de Marathon, l'épée à la main, vers les Thermopyles.

Certains appellent cela du populisme, Saint-Just et Robespierre guillotinaient pour un tel mépris des frontières.

D'autres ont déjà l'esprit ailleurs : on me souffle que quelques ombres ont commandé le bloc de granit et commencé à ciseler au burin et au marteau, ah les fous l'art noir ! le buste de Marion pour toutes les communes de France, en sifflotant comme leurs grands-pères en 36 qui allaient, pour la première fois, de leur vie découvrir la plage de Deauville.

Jean d'Acre